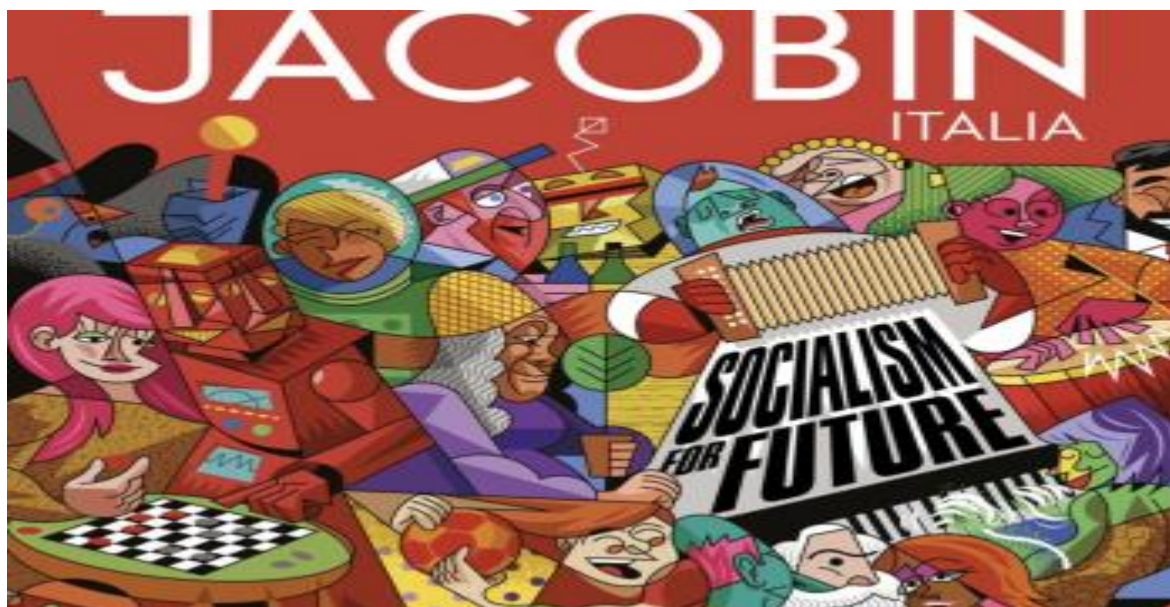


Italie : relancer la bataille des idées à gauche

mardi 12 mai 2026, par [CANNAVÒ Salvatore](#), [PREZIOSO Stéfanie](#)



Le 11 mai 2026, Stéfanie Prezioso s'est entretenue avec Salvatore Cannavò, engagé dans la rédaction de *Jacobin Italia*, collaborateur du *Fatto quotidiano* et directeur de la maison d'édition Alegre. Au centre de la discussion : comment la gauche de gauche peut-elle reprendre pied en Italie ?

Stéfanie Prezioso : Giorgia Meloni semble aujourd'hui fragilisée à l'intérieur du pays, après l'échec du référendum sur la justice, mais aussi à l'extérieur — tensions avec Donald Trump, échec d'Orbán en Hongrie... Pourtant, Fratelli d'Italia (FdI) reste le premier parti d'Italie et elle est aujourd'hui à la tête du deuxième gouvernement le plus long de l'histoire de l'Italie républicaine. Comment expliques-tu cet apparent paradoxe ?

Salvatore Cannavò : Ce paradoxe découle avant tout des sondages électoraux ; il faudra donc l'évaluer réellement lorsque les élections auront lieu. La défaite au référendum a marqué un tournant, car pour la première fois, la puissance de Meloni, qui semblait incontestable, a été ébranlée, avec un taux de participation inattendu. Cela ne signifie pas pour autant que Meloni perdra les prochaines élections, mais sa capacité à gouverner est aujourd'hui véritablement mise à mal. Les principaux dossiers du gouvernement sont complexes (la guerre, le respect des contraintes européennes liées au déficit budgétaire, les politiques migratoires, la politique industrielle), et les tensions internes à la coalition de droite s'intensifient de jour en jour.

Meloni s'est certes forgé une réputation de leader compétente, au discours clair et direct, dotée d'une crédibilité qui n'a été ébranlée que récemment. Ce qu'elle fera au cours de la dernière année de la législature, les élections ayant lieu en 2027, sera assez déterminant. Toutefois, à ce jour, elle ne semble pas en mesure de prendre des décisions politiques

susceptibles d'avoir un impact réel sur les conditions de vie des plus démunis et des classes populaires italiennes.

S.P. : Quelle place occupe selon toi l'Italie dans le tournant autoritaire global auquel nous assistons à l'échelle internationale depuis une quinzaine d'années au moins ? Quelle est sa spécificité ?

S.C. : Il est regrettable de constater, que pour un pays qui a inventé le fascisme, la spécificité du souverainisme italien réside dans sa capacité à récupérer, accumuler et relancer les cultures et les idées du fascisme italien. C'est particulièrement le cas sur la question de l'immigration, que cette droite interprète à travers des termes tels que « remplacement ethnique », en redécouvrant des concepts comme celui de « remigration », qui peuvent facilement être interprétés comme une « déportation ». Le souverainisme italien, ou plutôt le populisme raciste et de droite, ne parvient pas à se libérer de cet héritage ; au contraire, il s'en nourrit et l'utilise pour se doter d'un ciment idéologique dont il serait autrement dépourvu.

La polémique sur l'hégémonie culturelle en est la preuve, avec les attaques constantes contre l'intelligentsia, le monde du cinéma et des arts, dans le but de les réduire au silence — par exemple, en coupant les subventions — et de promouvoir des personnalités douteuses liées à la droite. L'affaire de la cheffe d'orchestre Beatrice Venezi, d'abord nommée puis chassée de la Fenice de Venise, en est la preuve. Autre spécificité, toujours en phase avec cette récupération du fascisme : l'attaque constante contre la Constitution, la Résistance, les valeurs de la Libération, et donc la tentative de réviser le pacte fondateur de la République. Une sorte de « guerre civile », heureusement non armée, est ainsi développée dans le pays par l'empoisonnement du climat et du débat politique, une tendance qui, il faut le dire, a toutefois commencé avec Silvio Berlusconi.

S.P : On entend parfois dire que le gouvernement Meloni n'est finalement pas plus « illibéral » que celui d'Emmanuel Macron, par exemple. A-t-on assisté, au cours de ces presque quatre dernières années, à la mise en place d'un système de plus en plus autoritaire en Italie ? Et si oui, quelles en ont été les principales manifestations ?

S.C. : Une autre particularité du gouvernement Meloni est d'avoir su concilier et associer des idées autoritaires à une ligne économique classiquement libérale. En matière d'autoritarisme, il suffit de rappeler que le gouvernement a adopté pas moins de quatre « paquets Sécurité », c'est-à-dire des lois, par décrets d'urgence, visant à renforcer la répression, notamment contre les migrant·es et la rébellion des jeunes, offrant ainsi à son électorat le maximum possible en termes de « loi et ordre ». Le gouvernement Meloni est celui qui a garanti une voie judiciaire préférentielle aux policiers coupables d'infractions lors de manifestations de rue ou même pendant leur service ; c'est celui qui a durci les conditions de vie dans les prisons en laissant carte blanche aux gardiens ; c'est celui qui a rendu illégales et passibles de poursuites les raves et sanctionné par des amendes de plusieurs milliers d'euros les manifestations non autorisées, etc.

Dans le même temps, c'est le gouvernement qui a exaucé tous les vœux de la Commission européenne en respectant à la lettre le Pacte de stabilité, en cherchant une ligne de compromis et de rapprochement avec les industriels par le biais de fonds et d'incitations de l'État, en s'attaquant en profondeur aux politiques écologistes et en relançant la consommation d'énergies fossiles, en réduisant les garanties de retraite, en supprimant le revenu de citoyenneté et en s'attaquant de manière idéologique aux syndicats, en particulier à la CGIL :

par exemple en l'accusant sans cesse d'organiser la grève générale toujours le vendredi, une manière de propager l'idée que les syndicats pensent avant tout à ne pas travailler plutôt qu'aux droits des travailleurs et des travailleuses.

S.P. : Tu as écrit *Si fa presto a dire sinistra* en mettant en exergue ce que tu appelles les trois gauches en Italie. Quels sont selon toi les espaces qu'occupe aujourd'hui la gauche en Italie ?

S.C. : Dans le livre que tu mentionnes, j'ai procédé à une analyse historique de l'évolution de l'idée de gauche, m'appuyant notamment sur les travaux de Marco Revelli et m'inspirant de l'ouvrage de Georges Lefranc, *Les Gauches en France de la Révolution à nos jours*. Dans cet ouvrage, l'auteur analyse les six années de bouleversement, de 1789 à 1795, et montre comment, dès le début du processus révolutionnaire, trois courants se sont dessinés à gauche. Il distingue une ligne « libérale », ancrée dans la bourgeoisie anti-Ancien Régime, qui place la liberté au premier plan ; une gauche « démocratique », composante la plus radicale de la petite bourgeoisie jacobine, qui privilégie « l'égalité » ; et enfin une gauche « à tendance socialiste », bien qu'embryonnaire, qui prend forme dans la Conjuración des Égaux de Babeuf.

Cette tripartition, entendue non pas comme un triptyque partisan, mais comme des tendances politiques, des lignes directrices fondamentales, est toujours valable aujourd'hui. La ligne libérale, par exemple, est celle qu'incarne Matteo Renzi, quand il était leader du Parti démocrate et aujourd'hui en tant que manœuvrier du « centre » libéral ; la ligne démocratique peut être celle de l'actuelle leader du PD, Elly Schlein, mais aussi du Mouvement 5 étoiles, une sorte de gauche démocrate-radical à la Robespierre, au sein de l'alliance progressiste (avec un Parti démocrate où coexistent les deux lignes, la libérale et la démocratique). Et, au-delà de ce cadre, il y a la gauche à tendance socialiste, en Italie très profondément en crise.

S.P. : Dans ce cadre que dire de ce que Perry Anderson appelait le « désastre » de la gauche italienne ?

S.C. : Si l'on doit utiliser la catégorie de « désastre », celle-ci doit se référer à la composante socialiste ou de classe, aujourd'hui au plus bas, qui ne peut certainement pas être incarnée par l'Alliance des Verts et de la Gauche (AVS), un assemblage purement électoral qui, à gauche, regroupe de petits partis très identitaires, souvent retranchés sur des positions néo-campistes, et qui n'ont aucune volonté de faire face à l'histoire et aux nécessités du moment.

On pourrait longuement débattre pour savoir si le « désastre » de la gauche de classe est entièrement dû aux choix suicidaires de Rifondazione Comunista, qui, entre 2005 et 2008, en liant son destin à celui du gouvernement dominé par la gauche libérale de Romano Prodi, a disparu de la scène politique, ou si, comme je le crois, il trouve son origine dans l'histoire finale du Parti communiste et dans l'héritage qu'il a laissé à ses épigones, tous incapables, sans exception, de faire face à ses limites, de dresser un bilan sérieux du passé et d'aborder la nouvelle phase politique qui s'est ouverte après 1989 avec un patrimoine d'idées et de pratiques sociales à la hauteur de l'époque.

S.P. : Tu places le M5S dans la catégorie de la gauche démocrate radicale, à quoi te réfères-tu exactement ? Sa base sociale ? De fait le M5S a beaucoup changé ces dernières années, sauf peut-être sur la question de l'immigration (Sahra Wagenknecht était récemment invitée à leur congrès) et sur la question ukrainienne.

S.C. : Par « démocratie radicale », j'entends une orientation qui ne remet pas en cause le capitalisme, mais qui cherche à renouer avec la tradition démocratique de la pensée libérale progressiste. Après sa phase initiale et son essor lors des élections de 2018, le M5S, sous la présidence de Giuseppe Conte et avec la marginalisation de Beppe Grillo, a choisi de se positionner dans le camp progressiste en s'appuyant sur cette définition. Il a mis en avant les aspects les plus sociaux de son programme, à commencer par le revenu de citoyenneté et le salaire minimum, en misant sur un rôle décisif de l'État dans l'économie et sur une limitation des profits par l'imposition des patrimoines.

Sur le terrain de l'immigration, il a modifié ses orientations initiales – c'est l'ancien leader du M5S, Luigi Di Maio, qui a qualifié les ONG qui sauvent les migrants en Méditerranée de « taxis de la mer » – et a une politique désormais en phase avec la gauche réformatrice qui revendique « l'accueil » des migrant·es, même dans le cadre d'un régime de flux contrôlés et de gestion de l'immigration, y compris par des accords avec les pays d'origine. Une orientation similaire à celle du Parti démocrate. Ainsi, la définition de la démocratie radicale – évidemment de nature théorique et certainement pas de contenu politique immédiat – aide à situer cette tendance dans un cadre plus cohérent pour saisir les lignes d'orientation qui existent aujourd'hui au sein de la « gauche » italienne.

Ce n'est pas un hasard si cette identification s'accompagne d'une concurrence de plus en plus intense avec l'orientation d'Elly Schlein, qui a donné au PD un tournant démocratique-radical par rapport à l'orientation classiquement libérale de Matteo Renzi d'abord, puis de la direction d'Enrico Letta ensuite. Les véritables différences entre le PD et le M5S portent désormais sur la guerre – en particulier sur l'Ukraine – différences qui, selon moi, pourront toutefois être gérées.

S.P. : Comment « la gauche de gauche », comme disait Bourdieu, peut-elle reconquérir une capacité d'initiative politique et idéologique dans un contexte où la droite semble avoir imposé non seulement sa domination parlementaire, mais aussi les termes du débat public et ses propres narrations ?

S.C. : Depuis longtemps, je pense que deux axes sont nécessaires : des idées fortes et des pratiques innovantes. Par « idées fortes », j'entends la capacité, surtout face à une droite qui n'hésite pas à reprendre les idées les plus horribles du XX^e siècle, à porter une critique radicale du capitalisme et à ne pas craindre de relancer une réflexion sur le socialisme. Dans le dernier numéro de Jacobin Italia, [*Socialism for future*](#), nous avons commencé à nous pencher sur cette nécessité et je signale en particulier les entretiens avec Nancy Fraser sur le « socialisme de la reproduction sociale » et celui avec Cédric Durand sur le « socialisme ici et maintenant », mais aussi de nombreuses autres contributions sur l'éc-socialisme ou le confédéralisme démocratique. Mais la discussion n'en est qu'à ses débuts et, en particulier, l'imbrication avec la lutte écologique offre les pistes les plus intéressantes, à condition de se montrer à la hauteur de l'urgence, car le risque de catastrophe écologique exige des mesures urgentes qui ne peuvent être reportées et qui nécessitent un certain degré de cohésion et de détermination.

Dans ce débat, je crois en outre qu'il faut redonner une place centrale au thème de l'autogestion et de l'organisation en « commune » de la force de la classe ouvrière, et par « commune », j'entends précisément celle de Paris, de 1871, et toute la réflexion que Karl Marx a développée à ce sujet et qui n'a jamais été au centre du socialisme du XX^e siècle. Ce débat sur le socialisme est très nécessaire, mais il ne peut se réduire à une commémoration de

ce qui a été ou à une simple tentative de redorer le blason des idées traditionnelles. Beaucoup d'entre elles, bien sûr, conservent leur actualité, mais la capacité à toucher les jeunes générations exige un surcroît d'élaboration et d'imagination et, je le répète encore, le terrain de l'écossocialisme peut constituer un excellent canal de transmission. Vient ensuite le problème d'une force sociale dotée de la puissance nécessaire pour relever ce défi. Et là aussi, je pense qu'il est nécessaire de procéder aux ajustements qui s'imposent.

S.P. : Justement, quels sont ces ajustements ?

S.C. : La gauche la plus radicale ou révolutionnaire a l'habitude de mener des combats pour que les organisations syndicales et sociales adoptent la « bonne ligne » face aux dérives de leurs directions. Cette approche, très typique du XX^e siècle, ne tient pas tout à fait compte de la nécessité de recréer une dimension de classe dans laquelle se reconstruisent la confiance mutuelle, la juste intégration entre pratiques et idées, la reconnaissance de son propre rôle. Tout cela ne se réalise pas simplement par une « bataille au congrès », mais en reconstruisant des organismes sociaux qui possèdent ces caractéristiques. C'est pourquoi je pense, depuis quelque temps, que la pratique du « mutualisme conflictuel » représente un outil – certes pas le seul et certainement pas généralisable à toutes les pratiques : la grève reste évidemment un outil décisif – pour construire cette confiance réciproque et cette « classe pour soi » dont nous avons perdu de vue l'existence.

Par « mutualisme conflictuel », on entend des organismes de solidarité directe – syndicaux, coopératifs, sociaux, d'entraide – qui reconstruisent la relation horizontale entre travailleurs et travailleuses et qui maintiennent une dose nécessaire de conflictualité pour exiger des droits, des ressources, des outils. Il ne s'agit pas de construire des « îlots de bonheur » comme on l'a reproché à la tradition libertaire, mais plutôt un archipel et un écosystème avec des organismes qui se jettent directement dans la lutte pour obtenir des résultats, tout en essayant, dans le même temps, de consolider les capacités autogénérées par la classe elle-même et ses besoins de solidarité réciproque pour résister au temps présent.

Ces dernières années, ce n'est pas un hasard si nous avons investi beaucoup d'énergie, avec la maison d'édition Alegre et aussi avec la revue *Jacobin Italia*, pour soutenir la lutte des ouvriers de l'ancienne GKN qui travaillent dans une perspective d'autogestion ouvrière avec un plan industriel élaboré en collaboration avec le territoire et une intelligentsia solidaire. Nous avons en effet vu dans cette lutte, très généreuse, qui a duré près de cinq ans avec un piquet de grève permanent devant l'usine abandonnée, une ressource pour reconstruire une dimension de classe, même si ce n'est qu'à titre « exemplaire », capable de parler à tous et à toutes. Et c'est également avec cette approche que nous avons défini l'activité de la Global Sumud Flotilla comme une forme de « mutualisme conflictuel ».

S.P. : Quel rôle peuvent jouer les jeunes générations, comme celles qui se sont mobilisées pour la Palestine ? Peux-tu nous expliquer comment ces imposantes mobilisations se sont préparées sur le terrain par un long travail d'organisation ?

S.C. : Le fait que le gouvernement Meloni ait subi un coup dur pour sa crédibilité et sa cohésion ne s'explique pas sans comprendre ce qui s'est passé dans les rues italiennes l'automne dernier. Des millions de personnes sont descendues dans la rue, indignées par la situation à Gaza et par l'impunité dont jouit Israël, mais aussi par les attaques de Trump contre l'Iran. Quelque chose s'est profondément déclenché, surtout parmi les jeunes générations, les jeunes de vingt ans, qui se sont ensuite rendus aux urnes lors du référendum

de mars sur la justice et ont manifesté le 25 avril, jour de la Libération du fascisme, une date toujours attaquée par la droite et qui continue de représenter une variable à suivre avec attention.

Cette mobilisation est plus éthique que politique, motivée par l'indignation morale face à la guerre, mais elle comprend désormais, notamment parce qu'elle est attentive à la crise écologique, que certains mécanismes du monde capitaliste sont à l'origine de certaines défaillances. Cette mobilisation n'a pas dépendu de capacités organisationnelles, même si les organisations syndicales, en particulier, ont été très utiles, notamment en convoquant la grève générale. Mais il s'agit d'une participation qui a massivement dépassé les capacités de mobilisation des organisations existantes, démontrant ainsi l'existence d'un nouveau potentiel. Nous ne savons pas si la « génération Gaza » peut être comparée à la « génération Vietnam » des années 1960 et 1970 : aujourd'hui, il n'existe plus cette conscience de classe, cette organisation politique et sociale, ni cette unité profonde qui existaient encore dans les usines, les quartiers et les écoles. Il y avait également une homogénéité idéologique — malgré de nombreuses divisions, nous étions tous redevables à la Révolution russe —, homogénéité qui fait aujourd'hui totalement défaut. C'est pourquoi nous ne savons pas clairement où cette indignation peut mener.

Je ne pense pas que notre rôle, en tant que journalistes, intellectuels, revues, forces politiques ou sociales, soit simplement de faire de la propagande, mais de proposer à cette jeunesse de nouvelles formes d'engagement direct et collectif. C'est là que se mesure notre capacité à inventer des structures à la hauteur de notre époque, afin de donner aux jeunes l'occasion de faire mûrir leur prise de conscience et de l'orienter politiquement.

S.P. : Tu as été vice-directeur du *Fatto Quotidiano*, tu diriges la maison d'édition Alegre et tu participes par ailleurs à la rédaction de *Jacobin Italia*. Quel rôle joue selon toi la bataille pour l'hégémonie culturelle aujourd'hui ?

S.C. : Je ne suis plus le rédacteur en chef adjoint du *Fatto*, mais je continue à contribuer à ce journal et je suis bien sûr très engagé dans la mise en place de *Jacobin Italia*. J'ai mené une vie politique très intense et structurée, du milieu des années 80 au milieu des années 2000, soit pendant plus de vingt ans. Cette nouvelle activité m'a permis d'étudier beaucoup, et je pense que c'est là une tâche importante pour la politique, qui reste encore trop vague et laissée à l'improvisation. Plus que « l'intellectuel organique », dont parlait Gramsci à une autre époque historique, ce sont aujourd'hui des « idées organiques » qui sont nécessaires à la lutte des classes, et la question de l'hégémonie, elle aussi conçue par notre cher Gramsci, est au contraire une question décisive, et cette intuition reste encore aujourd'hui extrêmement précieuse.

L'hégémonie se construit en faisant circuler les bonnes idées au bon moment, en sachant aussi utiliser au mieux les nouveaux outils, comme les réseaux sociaux, mais surtout en prenant le temps de réfléchir, d'écrire et de débattre. L'une des raisons de la crise de la gauche de classe, depuis au moins trente ans, est précisément celle-ci : le manque de revues, de maisons d'édition, de maisons de la culture. Et je dois dire qu'après vingt ans d'existence, le fait d'avoir réussi, avec les camarades d'Alegre, à donner de la force à ce projet culturel nous fait nous sentir très utiles dans le paysage désastreux de la gauche italienne.

P.-S.

• Marx21. 12 Mai. 2026 :

<https://marx21.ch/italie-relancer-la-bataille-des-idees-a-gauche/>